

Le ministre prétend diminuer le nombre de suppressions de postes dans le 2nd degré : la réalité est tout autre et dessine une rentrée très dégradée dans l'académie

Dans l'académie de Toulouse, la rentrée 2026 dans le Second degré se prépare sur une base très dégradée : 108 postes d'enseignant·es supprimés, et sans répondre aux difficultés des vies scolaires.

Avec seulement 819 élèves prévus en moins pour la rentrée 2026 par rapport aux prévisions de l'an dernier, la situation démographique du Second degré dans l'académie n'en est pas encore à une décrue des effectifs qui justifierait les retraits massifs de moyens enseignant que le ministère a demandé au rectorat de Toulouse d'opérer.

Les moyens dévolus à notre académie baissent plus vite que le nombre d'élèves : la situation dans les classes va donc continuer de se dégrader à la rentrée 2026, avec des effectifs en hausse et la réduction inévitable de l'offre de formation (options, parcours de formation supprimés ou maintenus avec des choix réduits, etc).

En effet, entre la rentrée 2017 et la rentrée 2025, le nombre d'élèves scolarisés dans les collèges et lycées de l'académie a cru de 5293, accompagné par la création de 259 postes d'enseignant·es seulement. À la rentrée 2026, le rectorat doit retirer 108 postes, pour seulement 819 élèves prévus en moins qu'à la rentrée 2025.

Les postes sont donc supprimés pratiquement 3 fois plus vite qu'ils n'ont été créés : 1 poste créé tous les 20,4 élèves en plus ; 1 poste retiré tous les 7,6 élèves en moins !

Loin de profiter de la baisse démographique - qui s'amorce à peine dans l'académie - pour diminuer les effectifs des classes comme le propose le SNES-FSU à coût constant, le gouvernement fait donc le choix d'anticiper la reprise de moyens, aggravant une nouvelle fois les conditions de travail des personnels et des élèves : il suffirait pourtant de ne pas supprimer de postes, sans surcoût budgétaire !

Par ailleurs, et alors que l'académie ouvre chaque année ou presque des établissements nouveaux, elle n'est dotée cette année que d'un seul poste supplémentaire de CPE ! Les dotations en AED sont pour le moment inconnues, mais l'actualité récente des établissements (Collège Bécanne à Toulouse, Collège de Grisolles, etc.) montre amplement que les besoins sont partout importants, et que le nombre d'AED actuel ne suffit pas.

En plein débat sur la motion de censure lundi, le ministre a fait le choix de communiquer publiquement sur une diminution des coupes budgétaires nationales imposées sur les postes d'enseignant·es du 2nd degré : il a pu ainsi parler d'un réabondement de 438 postes d'enseignant·es, pour arriver à seulement 1365 suppressions de postes au plan national. Pourtant, la situation de notre académie montre la réalité de sa politique budgétaire : la rentrée 2027 s'y prépare bien sur la base des 1803 suppressions de postes, loin des artifices de communication.

Le SNES-FSU dénonce donc la manipulation opérée, et organisera la résistance à ces suppressions massives de postes dans notre académie, avec les collègues des établissements, dans les instances de dialogue avec le rectorat. Un préavis de grève national est déposé chaque semaine.